

# Migrants : Matteo Salvini sous enquête

ITALIE Le ministre de l'Intérieur soupçonné de « séquestration de personnes »

► Le parquet d'Agrigente a ouvert une enquête contre Matteo Salvini.

► Une suite inattendue de son refus de faire débarquer les demandeurs d'asile restés bloqués pendant cinq jours devant le port de Catane.

## ROME

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Grâce à la collaboration de l'Albanie, de l'Irlande et de l'Église catholique italienne – qui est prête à « ouvrir les portes, le cœur et le portefeuille » –, l'odyssée des 137 migrants qui étaient restés confinés à bord du patrouilleur des gardes-côtes italiens Diciotti semble s'être achevée. Mais la bataille politique, exacerbée dans la péninsule par ce dernier épisode de la crise migratoire européenne, devient chaque jour plus intense.

Le parquet de la Ville d'Agrigente, en Sicile, vient en effet d'ouvrir une enquête contre le ministre de l'Intérieur et secrétaire de la Ligne, Matteo Salvini. Accusé de « séquestration de personnes, arrestations illégales et abus de pouvoir » – ayant refusé

de faire débarquer les demandeurs d'asile immobilisés pendant cinq jours devant le port de Catane –, Salvini sera jugé par un « tribunal de ministres ».

Une situation inédite dans un pays pourtant habitué aux soubresauts politiques et une première pour ce ministre qui a déjà habilement commencé à instrumentaliser ce bras de fer avec les magistrats.

« Ils peuvent m'arrêter... mais pas la volonté de changement de 60 millions d'Italiens », a-t-il déclaré, se présentant à nouveau

comme le seul vrai défenseur des intérêts et de la sécurité de ses concitoyens.

Depuis plusieurs jours, le ministre de l'Intérieur exhortait les magistrats à centraliser leur enquête sur sa personne, en déchargeant de leurs responsabilités tous les fonctionnaires de son ministère. Condamné ou acquitté, Salvini est en effet convaincu que face à ses électeurs, il sortira gagnant de cette épreuve de force.

En accusant d'inefficacité et d'hypocrisie l'Union européenne, critiquée systématiquement pour sa gestion de la crise migratoire, il justifie ainsi ses invectives contre Bruxelles et continue à nourrir une dangereuse désaffection à l'égard de l'idéal et du système européens.

De même, il poursuit son élan politique, se confirmant comme le véritable homme fort de l'actuel exécutif national.

« Nous n'arrêterons jamais d'affirmer que tout migrant qui débarque en Italie, débarque automatiquement en Europe. Notre gouvernement a fait preuve, encore une fois, de fermeté et d'unité », a déclaré Luigi Di Maio, ministre du Développement économique et chef de file du Mouvement 5 étoiles.

À la tête d'un parti aujourd'hui menacé d'implosion par une cacophonie de sensibilités et de voix divergentes – partagées entre la volonté d'accueil et la ligne dure en matière de fermeture des frontières –, Di Maio a donc choisi de respecter le « pacte de sang » qui le lie à Salvini pour sauver le gouvernement. Un choix périlleux qui le fragilise politiquement, corrompt son mouvement et creuse un dangereux abîme avec les partisans européens.

Or les dernières tensions avec Bruxelles et la menace de « boycott fonctionnel » de l'UE, réitérée hier par le gouvernement italien, risque de se transformer en un suicide politique pour Rome. Ou, dans le meilleur des scénarios, en un jeu à somme nulle qui sonnera le glas du principe de solidarité européenne. ■

SILVIA BENEDETTI

## RÉACTION DE L'UE

### Balle dans le pied

Le commissaire européen à la Migration Dimitris Avramopoulos a estimé que les attaques de l'Italie contre l'UE revenaient à « se tirer une balle dans le pied ».

« Je pense que les hommes politiques de votre pays devraient comprendre que vous n'êtes pas seuls en ce moment, que l'Europe cherche à vous aider », a-t-il estimé dans une interview à *La Repubblica*. (afp)